

Accord collectif
FONDS D'ASSURANCE FORMATION
DES PROFESSIONS LIBÉRALES
(28 octobre 1992)

(Etendu par arrêté du 15 décembre 2000
(*Journal officiel* du 21 décembre 2000))

AVENANT N° 3 DU 19 NOVEMBRE 2014
À L'ACCORD DU 15 NOVEMBRE 2000 RELATIF À L'OPCA-PL
NOR : ASET1550065M

PRÉAMBULE

Considérant leur volonté commune de continuer à agir pour le développement de la formation tout au long de la vie des salariés des secteurs couverts par cet accord, notamment par la mobilisation des outils légaux proposés ;

Considérant leur volonté commune de développer les missions de l'OPCA-PL au-delà de celle de collecteur et de gestionnaire des versements des entreprises vers une mission d'accompagnement et de conseil de proximité et notamment d'offre de services spécifiques ;

Du fait des modifications successives de l'agrément de l'OPCA-PL, organisme collecteur agréé multibranches des professions libérales, résultant des accords régissant la formation professionnelle dans les secteurs :

- de l'hospitalisation privée ;
- de l'enseignement privé ;
- de l'enseignement à distance ;

Et du fait de l'entrée en vigueur de lois successives relatives à la formation professionnelle :

- loi du 24 novembre 2009 ;
- loi du 5 mars 2014,

l'union nationale des professions libérales, d'une part, et les syndicats représentatifs de salariés au niveau national et interprofessionnel, d'autre part, modifient l'avenant n° 2 du 20 octobre 2011 à l'accord du 15 novembre 2000 relatif à l'OPCA, modifiant lui-même l'avenant du 24 août 2011 et les statuts annexés.

Article 1^{er}

Le troisième alinéa de l'article 1^{er} est remplacé par la rédaction suivante :

« Afin de tenir compte des nouvelles dispositions de l'article L. 6332-7 du code du travail telles qu'elles sont issues de la loi du 5 mars 2014, les nouvelles modalités de collecte et de gestion des fonds versés par les entreprises adhérentes à l'OPCA-PL sont les suivantes :

1. Les versements collectés et gérés par l'OPCA-PL :
 - le plan de formation des entreprises de moins 10 salariés ;
 - le plan de formation des entreprises de 10 à moins de 50 salariés ;

- le plan de formation des entreprises de 50 à moins de 300 salariés ;
- le cas échéant, des entreprises d’au moins 300 salariés ; même si ces contributions sont gérées dans une section financière unique ;
- la professionnalisation des entreprises de moins de 10 salariés ;
- la professionnalisation des entreprises de 10 à moins de 50 salariés ;
- la professionnalisation des entreprises de 50 à moins de 300 salariés ;
- la professionnalisation des entreprises de 300 salariés et plus ; même si ces contributions sont gérées dans une section financière unique ;
- le compte personnel de formation des entreprises de 10 à moins de 50 salariés ;
- le compte personnel de formation des entreprises de 50 à moins de 300 salariés ;
- le compte personnel de formation des entreprises de 300 salariés et plus ; même si ces contributions sont gérées dans une section financière unique ;

2. Les versements collectés par l’OPCA-PL, pour le compte du FPSPP et des organismes gestionnaires du CIF :

- le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels des entreprises de 10 à moins de 50 salariés ;
- le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels des entreprises de 50 à moins de 300 salariés ;
- le fonds paritaire de sécurisation des parcours professionnels des entreprises de 300 salariés et plus ;
- le congé individuel de formation : CIF CDI et CIF CDD. »

Article 2

La dernière phrase de l’article 2 « Forme juridique et dénomination » est remplacée par la phrase :

« En raison de l’ouverture de son champ de compétences à des entreprises n’ayant pas la qualité juridique de professions libérales, la dénomination statutaire “OPCA-PL” est complétée par un nom d’usage “Actalians” rendant compte de l’identité professionnelle des diverses branches relevant de son champ de compétences. »

Article 3

Au premier alinéa de l’article 3 sont ajoutés deux nouveaux tirets ainsi rédigés :

- « – les entreprises relevant de l’accord d’adhésion au présent accord conclu entre les organisations représentatives d’employeurs et de salariés du secteur de l’enseignement privé hors contrat ;
- les entreprises relevant de l’accord d’adhésion du présent accord conclu entre les organisations représentatives d’employeurs et de salariés du secteur de l’enseignement à distance. ».

Article 4

La première phrase de l’article 6 est ainsi modifiée :

« Les ressources de l’OPCA-PL proviennent des contributions légales, conventionnelles ou des versements volontaires supplémentaires des entreprises relevant de son champ de compétences. »

Est ajouté à l’article 6, après le premier alinéa, un nouvel alinéa ainsi rédigé :

« Les contributions conventionnelles ou les versements volontaires, supplémentaires à l’obligation légale de financement de la formation, sont gérés par l’OPCA-PL et font l’objet d’un suivi comptable distinct. »

Article 5

La partie la plus diligente se charge des opérations de dépôt et de demande d’extension du présent avenant.

Article 6

Les parties signataires du présent accord conviennent qu'il s'applique à compter du 1^{er} janvier 2015 sous réserve du bon accomplissement des formalités de dépôt.

Fait à Paris, le 19 novembre 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UNAPL.

Syndicats de salariés :

CFDT ;

CFE-CGC ;

CFTC ;

CGT ;

CGT-FO.